CHE GUEVARA ET LA REVOLUTION SOCIALISTE... page 3

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

SAINT-NAZAIRE : DEUX MOIS DE GRÈVE... page 5

GRECE :

MARDI 2 MAI 1967 — N° 81

0,50 F

LES PLEINS POUVOIRS CONTRE LES TRAVAILLEURS

APRES l'article 16 donnant tous les pouvoirs à de Gaulle nous allons connaître l'article 38 de la Constitution donnant les pleins pouvoirs au Gouvernement.

Bien sûr, ces pleins pouvoirs, le Gouvernement ne les a pas encore, il faut que l'Assemblée les lui accorde ou, plus exactement, car telle est cette Constitution sur mesures, ne les lui refuse pas. Comme il dispose d'une majorité, faible mais majorité quand même, il est plus que probable, qu'à la mi-mai nous entrerons dans le régime non des « décrets-lois » de triste mémoire, mais des « ordonnances » qui cachent la même chose sous un nouveau mot.

Quelles seront ces mesures ? Il est difficile de le savoir tant que le Gouvernement ne les annonce pas, puisque toutes ses décisions sont secrètes, même pour ses propres ministres, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte avec la démission de Pisani.

On peut cependant être sûr que, sous des dehors sociaux, ces mesures viseront en premier lieu les travailleurs.

Dans le domaine de la Sécurité sociale il est avant tout question de résorber un déficit (dû au fait que l'Etat met à la charge de la S.S. des dépenses qui ne sont pas de son ressort) par une diminution des remboursements.

Dans le domaine économique, le problème principal est celui du chômage. Or, un peu de chômage est nécessaire au patronat pour ne pas avoir de « problèmes de main-d'œuvre ».

Il faut que des entreprises puissent disparaître et d'autres se créer ou se concentrer, sans que les patrons soient paralysés par le fait de mettre des ouvriers en chômage dans un endroit, ou de manquer de main-d'œuvre dans un autre. Il faut à l'industrie un « volant » de chômeurs.

Il s'agit donc, avant tout, de faire accepter ce chômage aux travailleurs qui en sont atteints et surtout à ceux qui en sont menacés, pour qu'ils ne s'engagent pas dans des grèves qui troublent et la quiétude gouvernementale et la rentrée régulière des bénéfices.

Le Gouvernement a peut-être dans ses cartons une augmentation des secours, allocations et indemnités de chômage ainsi que des améliorations des systèmes de reclassement, mais cela sera assorti d'une plus grande facilité, pour les entreprises, de licencier pour « reconversion » ou « centralisation » avec, peut-être, une limitation du droit de grève par l'introduction de l'arbitrage obligatoire. Le tout n'est pas de supprimer le chômage, mais de le faire admettre, tolérer, par les travailleurs.

Mais que le gouvernement soit obligé de demander les pleins pouvoirs pour cette opération montre qu'il n'est pas sûr de lui.

Et qui craint-il ? les députés ? Que non ! Puisque c'est d'eux qu'il va tenir ses pleins pouvoirs, il trouverait sûrement à ses côtés la même majorité pour prendre chacune de ces mesures séparément.

Non, ce qu'il craint c'est la répercussion sur l'opinion publique de chaque débat, la répercussion de la discussion de chaque projet *avant qu'il soit pris*. Les pleins pouvoirs vont lui permettre de prendre des mesures rapidement, sans avoir à les annoncer à l'avance, afin de mettre l'opinion publique devant le fait accompli.

Car, ce que le Gouvernement craint ce sont les réactions de la classe ouvrière.

Le Gouvernement connait bien l'histoire politique. Il se souvient qu'en août 1953 le gouvernement Laniel avait essayé de profiter de la période des vacances pour gouverner « par décrets-lois », dans le même but que Pompidou aujourd'hui, et qu'une grève générale des postiers, des cheminots et des fonctionnaires l'en avait empêché.

De Gaulle et Pompidou veulent éviter le même écueil. Ils espèrent y arriver en frappant les travailleurs au dépourvu.

Mais leur crainte nous montre ce que peut être notre réplique. Ce n'est pas le Parlement qui peut s'opposer aux pleins pouvoirs et à leur cortège de mesures anti-ouvrières, ce sont les travailleurs eux-mêmes car c'est eux que de Gaulle, Pompidou et consorts, craignent le plus en dernière analyse.

Et n'oublions pas non plus qu'en 1953 il n'a pas été nécessaire qu'un ordre de grève générale soit donné : ce sont des postiers de Bordeaux qui, en élisant démocratiquement un comité de grève, et en engageant une grève illimitée, ont tout entraîné, de proche en proche.

Que tout le monde s'en souvienne, comme Pompidou s'en souvient !

Editorial des bulletins d'entreprise.

PAR PEUR DU PROLETARIAT

AU moment où chaque année, les premiers bateaux chargés de touristes accosteront à Athènes, d'autres bateaux, grecs ceux-là, prendront la mer avec à leur bord, des centaines, des milliers de détenus.

Leur direction sera celle des îles de Youra, Gavros, Makronissos ; îles pénitencières déjà tristement célèbres en Grèce à l'époque de la dictature Metaxas, de la Résistance, puis de la guerre civile.

En attendant, des milliers de prisonniers, communistes pour la plupart, sont parqués sur les stades du Pirée et de Nea-Philadelphia, sur l'hippodrome du Phalère. A Salonique, c'est le Palais des Sports qui est transformé en camp de concentration.

La « Junte Militaire » qui vient de prendre le pouvoir a frappé vite, et fort.

Car on n'a pas arrêté seulement Georges et Andréas Papandréou (Union du Centre), Ilias Iliou, Léonidas Kyrkos, Mikis Théodorakis, Manolis Glezos (E.D.A.), ce sont des milliers de militants d'extrême gauche et d'opposants dont la liste avait été dressée, depuis longtemps sans doute, par les militaires et le palais, qui furent, en une nuit, réveillés brutalement, et conduits dans ces camps « provisoires ».

On imagine avec horreur les conditions dans lesquelles ces hommes et ces femmes subissent leur détention.

Mais hier encore, pourtant, dans les rues d'Athènes, de Salonique, le peuple grec manifestait son opposition à la droite et à la Monarchie. Hier encore, les grèves se succédaient aux grèves, hier encore les Grecs s'apprêtaient à amener au Parlement une majorité de gauche, lors des élections générales prévues pour le 28 mai.

La Grèce est un pays sous-développé. Le revenu moyen annuel par tête d'habitant est de 2.600 F, mais le revenu dans les campagnes se situe entre 1/3 et 1/6 de celui des habitants d'Athènes.

1/3 de la population grecque est indigente, 1/4 est au chômage. Un Grec sur 2 soutient sa famille avec un revenu annuel moyen de 1.000 F environ.

C'est dire que le mécontentement populaire est grand. C'est l'autre face de la riante Grèce, pays du tourisme.

(Suite page 2.)

VIETNAM 67 :

LE MEURTRE D'UNE NATION

VILLES entières rasées, maisons broyées, installations industrielles détruites. L'aviation américaine poursuit son œuvre « civilisatrice ». Elle vient de franchir une nouvelle étape de l'escalade.

Il n'est même plus question d'évoquer, comme du temps des premiers bombardements, des raisons purement militaires. Au Vietnam, aujourd'hui, tout est objectif militaire, donc à bombarder, à détruire, à annihiler. Objectif militaire est cette cimenterie de Haïphong pilonnée une nuit entière. Objectif militaire est cet atelier de réparation de locomotives de la banlieue de Hanoï déchiqueté. Objectifs militaires sont des dépôts de carburant, les transformateurs, les centrales électriques et jusqu'aux usines d'alimentation, les écoles et les maisons d'habitation. Tout est objectif militaire — dès lors, qu'en fait, c'est l'homme qui l'est.

Que les annonciateurs d'une nouvelle ère capitaliste améliorée, que les sirènes de la coexistence pacifique, que les admirateurs du « monde libre et démocratique » aillent voir au Vietnam ce qu'est l'impérialisme sous son aspect le plus abject, le plus hideux, mais aussi le plus vrai et le plus durable.

L'impérialisme américain ne se soucie même plus des fioritures. Il s'agit de « saigner à blanc » le Nord — tel est le but ouvert, cyniquement déclaré. « Etant donnée la nature de l'ennemi, il me semble que la stratégie que nous suivons actuellement est la bonne et qu'elle produit des résultats » — déclare le général Westmoreland, commandant des troupes américaines au Vietnam devant le Sénat.

Le général sait, d'expérience, de quoi il parle. Il sait que toutes les solutions intermédiaires ont échoué et que la seule façon de « convaincre » le peuple vietnamien des avantages qu'il y a à appartenir au « monde libre » est de transformer le Vietnam en un immense charnier. L'armée américaine s'y consacre avec toute la puissance, toute l'efficacité qu'on lui connaît. Et elle laisse le soin aux civils, tel l'ambassadeur américain Cabot-Lodge d'embellir ce gigantesque génocide en entreprise de paix !

« Notre politique, quant au fond, vise en fait à la « désescalade » et à la paix, quand bien même l'autre partie n'est pas prête à négocier ». Le diplomate est aussi répugnant de cynisme que le général est sanguinaire.

Avec le bombardement des installations industrielles des deux plus grandes villes du Nord, la destruction totale du potentiel économique du pays se poursuit.

Ce petit pays sous-développés à mis des années pour s'arracher tant bien que mal de la misère où l'a plongé la domination d'un autre impérialisme, français celui-là. Il a commencé à se donner quelques

(suite page 2)

GRECE : par peur du prolétariat

(suite de la page 1)

Et la colère qui s'exprimait dans les grèves et les manifestations et qui allait sans doute donner une majorité de gauche au Parlement n'était pas sans effrayer la droite.

Il y avait une crise politique en Grèce depuis 20 mois, depuis juillet 1965 quand M. Georges Papandreou (Union du Centre) démissionna de la présidence du Conseil où l'avait amené en février 1964 le succès de son parti aux élections.

Un différend l'opposait au Palais, en la personne du ministre de la Défense, M. Garoufalias, tandis que son fils, Andres Papandreou, était accusé de subversion des forces armées.

Les mois de juillet, août, septembre 1965 vont voir se succéder toute une série de manifestations populaires de soutien à Papandreou, souvent organisées en commun par l'E.D.A. et l'Union du Centre, et le plus souvent spontanées, sévèrement réprimées. Cent dix-huit blessés à Athènes le 16 juillet, 90 blessés le 19 août 100.000 personnes suivront le cortège funèbre de l'étudiant Sotirios Petroulas qui a trouvé la mort le 21 juillet à Athènes.

Pendant ce temps, et alors que les arrestations de dirigeants syndicalistes se succèdent, le roi Constantin demande successivement à plusieurs dirigeants de l'Union du Centre (dissidents de Papandreou) de constituer le gouvernement.

L'année 1966 s'ouvrira par une série de grèves importantes et de manifestations autour de la tournée que Georges Papandreou a entrepris de faire.

Le 10 juillet 1966, à Salonique, de violentes bagarres mettront aux prises paysans et policiers. On comptera plus de 200 blessés.

Finalement, en décembre 1966, Papandreou, qui ne peut ni ne veut, bien entendu, s'appuyer sur les masses jusqu'au bout, même si elles ont concrétisé leurs aspirations autour de sa personne, décide de soutenir le gouvernement de M. Paraskevopoulos, qui doit organiser de prochaines élections.

Mais à la suite du verdict du procès de l'ASPIDA qui condamne des officiers accusés d'être de gauche à des peines de 4 à 18 ans de prison, Paraskevopoulos démissionne.

Désormais, c'est le leader de la droite (E.R.E.), Canellopoulos, qui est contacté pour former le gouvernement. Il accepte, dissout le Parlement le 30 mars, et promet de prochaines élections pour le 28 mai.

C'est dans cette situation que, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 avril, l'Armée va prendre le pouvoir.

La tactique est classique. Tandis que les tanks prennent position aux carrefours, aux portes de la ville, autour du Palais et du Parlement, l'Armée prend possession des télécommunications, de la radio, des journaux, des ministères. Les arrestations commencent immédiatement, onze articles de la Constitution sont suspendus, le couvre-feu est décrété.

La position du roi Constantin nous intéresse peu qu'il ait été d'accord ou non avec le coup d'Etat, il le cautionne, car pour lui, bien sûr, mieux vaut l'Armée au pouvoir que de s'appuyer sur des masses qui lui sont hostiles et qui ne tarderont pas à le renverser. Restait la solution d'abdiquer... mais les places de roi deviennent rares.

Si nous sommes les premiers à nous sentir solidaires du peuple grec, de son prolétariat, de ses paysans pauvres et des militants qui subissent aujourd'hui une répression féroce, nous ne pouvons nous empêcher d'un sentiment de gêne, devant la presse communiste, et particulièrement de « l'Humanité », dont l'indignation devant « le coup d'Etat fasciste » cache la politique criminelle menée par l'E.D.A. (Union de la Gauche Démocratique — couverture officielle du P.C. grec interdit).

Le prolétariat grec a, si l'on peut dire, plus que tout autre, été, depuis 1944, la victime du stalinisme.

Avant Yalta, l'accord conclu en 1944 entre Staline et Churchill livrait la Grèce à l'impérialisme anglais pour permettre à l'U.R.S.S. d'avoir les mains libres en Europe de l'Est. Et l'insurrection de décembre 44, dirigée par l'organisation communiste ELAM, à l'époque en rupture de fait avec Moscou, fut noyée dans le sang sans que l'U.R.S.S. n'intervienne.

Actuellement, l'EDA, qui n'est plus l'organisation petite-bourgeoise nationaliste combattive qu'était l'ELAM de la guerre, mais une organisation stalinienne suivant fidèlement la politique de l'U.R.S.S., applique la politique qui est une constante des P.C. aux ordres de Moscou, dans les pays de dictature (et dans les autres) de s'allier avec tout ce qui est possible, et de compter sur une partie de la bourgeoisie, baptisée libérale ou centriste, ou « évolutionniste », pour amener un régime « démocratique ».

Ce fut la politique du P.C. cubain, c'est celle du P.C. espagnol (qui préconise l'alliance jusqu'avec la monarchie), c'est celle de l'EDA, dont le chef, le Docteur Pessalidès, déclarait en août 1965 au roi Constantin, alors que celui-ci l'aidait à se lever à la fin d'une entrevue : « Majesté, vous voyez bien » que la démocratie se tient mieux » sur ses jambes quand elle est » loyalement soutenue par la mo- » narchie... ».

Si c'était une boutade, elle est révélatrice de la politique de l'E.D.A.

Il est arrivé en Grèce ce qui arrive dans tous les pays où le prolétariat n'a pu se donner une direction qui lui permette de s'opposer, en utilisant sa force, à ses ennemis.

L'E.D.A. a choisi le soutien à Papandreou, le même qui, lorsqu'il arriva au pouvoir en 1964, acceptait les mesures propres à protéger l'armée des « infiltrations communistes », le même qui, en 1944, comme premier ministre du gouvernement royal en « homme de main des Anglais », dirigea la répression contre les mouvements populaires.

Toute la gauche française, à commencer par le P.C., explique cette attitude, par les 5 ans de guerre civile, de 1944 à 1949, qui ont secoué la Grèce. « Le peuple grec ne veut pas revoir cela ! » Mais quelle différence avec aujourd'hui, sinon que les armes ne sont que d'un seul côté, sinon que les victimes sont totalement sans défense.

Mais l'E.D.A. comptait sur les voies parlementaires pour chasser la droite... pensant sans doute que la droite, respectueuse du verdict populaire, se retirerait sans bruit de la scène politique.

« L'Humanité » du 22 avril écrit :

« La Monarchie, qui est à l'ori- » gine de ce complot, n'a jamais » voulu tenir compte du résultat » des élections législatives de fé- » vrier 1964 qui avaient pourtant » montré sans équivoque l'opposi- » tion populaire à la dictature de » droite. »

Ces propos prêteraient à rire s'il ne s'agissait du sort de tout un peuple.

Comme si la droite s'était jamais effacée de bonne grâce devant des élections !

Combien faudra-t-il de dictature militaire à la Batista ou à la Franco, combien de milliers de militants dans les geôles, pour prouver aux dirigeants staliniens que leur politique est criminelle ?

Et s'il est une leçon que le coup d'Etat en Grèce peut nous donner, c'est qu'il met en lumière, une fois de plus, combien est urgent de construire une nouvelle direction révolutionnaire, non seulement en France, mais dans tous les pays.

Catherine OLIVIER.

VIETNAM : Le meurtre d'une nation

(suite de la page 1)

installations industrielles, quelques usines, quelques barrages. Aujourd'hui, la plus grande puissance industrielle du monde s'acharne à détruire ce maigre acquis. Et des usines, édifiées à grand peine des années durant, volent en éclats en quelques minutes.

Par la presse, la radio, la télévision, nous parviennent quelques informations sur ce que peut être, de ce qu'est l'impérialisme en action. Le Vietnam est en passe de devenir un immense camp d'extermination, un camp d'extermination dont les limites ne sont pas marquées par des barbelés mais par des frontières, un camp d'extermination à l'échelle de tout un pays. Les fours crématoires ne sont, certes, plus en vigueur, depuis les nazis l'impérialisme a perfectionné ses méthodes, a industrialisé son rendement.

1.360 kilos de bombes par minute, 77.000 tonnes pour le seul mois de mars, moyenne équivalente aux plus élevées déversées sur l'ensemble de l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale. Ce ne sont là, certes, que des chiffres secs. Mais derrière ces chiffres, il y a la réalité, la souffrance d'un peuple, la ruine d'un pays, il y a le fait que toute âme qui vit entre les frontières de ce pays est un condamné à mort par l'impérialisme. Il y a le fait que toute la puissance conçue et réalisée par l'intelligence humaine est transformée en moyens de destruction contre l'homme lui-même. Il y a, en un mot, l'essence même du capitalisme, quelque soit le contenu que donnent à ce mot de savants sociologues, en général pour prouver d'ailleurs sa disparition progressive.

Le discours déjà cité du général Westmoreland, ainsi que les autres déclarations faites pendant sa tournée de propagande aux U.S.A. prouvent que les Américains se préparent à une longue guerre encore. C'est qu'ils savent que malgré la puissance des moyens mis en œuvre, on ne vainc pas un peuple qui est prêt à supporter les pires privations et les pires souffrances pour résister. Aussi, les U.S.A. tout en intensifiant la guerre, s'y installent. Les bombardements quotidiens deviennent une routine, et il reste encore de multiples degrés possibles dans l'escalade avant une extension de la guerre à d'autres pays, la Chine pour commencer.

Certes, une telle extension n'est pas à exclure, loin de là. Déjà, des informations de provenance chinoise font état d'avions américains à la poursuite de Migs vietnamiens abattus au-dessus de la Chine. Demain verra-t-on peut-être les avions américains bombarder des aérodromes de la Chine méridionale en invoquant le droit de poursuite. Toutefois, aujourd'hui encore, l'impérialisme américain est maître du processus d'escalade et il n'existe aucun automatisme en la matière.

La guerre du Vietnam renferme donc en germe la possibilité d'une guerre contre la Chine ,et même la possibilité d'une conflagration mondiale. Mais elle est surtout une vaste entreprise de génocide contre le peuple vietnamien et peut la rester pendant des années encore.

L'impérialisme américain a pour l'instant la force sinon de vaincre, du moins de faire durer les massacres. Il bénéficie de sa formidable puissance mais aussi du soutien moral des autres pays impérialistes. Certes, il ya des différences entre le Travailliste Wilson, qui soutient à fond la politique de Johnson et rejette toute la responsabilité sur les « agresseurs » (!) communistes, et de Gaulle qui se contente de faire matraquer les manifestants contre la guerre et interdire au tribunal Russel de siéger à Paris. Les nuances varient, mais le fond reste américain fait aujourd'hui, les aule même, ce que l'impérialisme tres l'ont fait hier, ou le feront demain et, entre complices, on est solidaire.

La machine à tuer fonctionne donc aujourd'hui à merveille. Elle peut fonctionner, car le peuple américain accepte la guerre par indifférence sinon par conviction. Elle peut fonctionner car, comme disait Westmoreland « lorsqu'un commandant n'a pas à regarder par-dessus son épaule pour voir s'il est soutenu, il peut se concentrer sur le champ de bataille avec une beaucoup plus grande certitude de succès. » En ce sens, le général ne se trompe pas en pensant que le « talon d'Achille » du colosse U.S. est l'attitude du peuple américain, pas plus que les autres généraux et dirigeants ne se trompent en multipliant les diatribes contre les manifestants opposés à la guerre du Vietnam, contre les « désorganisateurs de l'arrière ».

Bien peu sont encore aux Etats-Unis ceux qui se posent des questions au sujet de la « sale guerre », bien faible est la pression qui menace les arrières des Westmoreland et Cie. Il n'en reste pas moin que les plus sûrs alliés du peuple vietnamien — car les plus puissants — se trouvent sur le sol des Etats-Unis.

Georges KALDY.

LES LUTTES A SUD-AVIATION

Sud-Aviation Courbevoie. Depuis quelques semaines des grèves tournantes ont repris à Sud-Aviation avec plus ou moins de succès suivant les entreprises. A part Saint-Nazaire où les mensuels sont en lutte, le mouvement « marche » avant tout chez les horaires, secteur où la CGT est la plus suivie. A chaque fois, les revendications locales et régionales se heurtent aux directions locales qui ne font que les retransmettre à la direction générale de Paris. A cause de cela les syndicats en sont arrivés à « organiser » la lutte des 25.000 travailleurs de Sud-Aviation contre la D.G. Ils l'ont fait en proposant de se battre pour des « accords d'entreprise » (auparavant les syndicats ont, à juste titre, refusé de les signer).

A Courbevoie un desaccords de dernière heure voyait les syndicats déposer chacun leur projet, soit pour l'usine pas moins de quatre. Quant à la teneur de ces « projets », quelles revendications ils contiennent, les travailleurs comme à l'habitude, dans le meilleur des cas, ne l'apprennent qu'au fil des jours et bien après que ces projets aient été déposés à la direction ! Aussi, les travailleurs ne sont-ils plus appelés à débrayer pour leurs revendications mais simplement pour appuyer les délégués qui vont marchander autour du tapis vert quelques miettes et peut-être accepter, au nom des travailleurs, sans les consulter, des contreparties limitant le droit de grève.

Le 19 avril, les syndicats appelaient les horaires à débrayer une heure ! A Courbevoie, 150 seulement sortirent. Cette journée fut diversement suivie et ceci dans 8 seulement des 11 usines de la société. Une des plus importantes, Toulouse, n'y participant pas.

Une semaine passa, une « nouvelle journée nationale » fut décidée le 25 avril. A Courbevoie, cette fois, tout le monde fut appelé à sortir. De préparation point. Tout juste un tract le midi pour appeler à 17 h. La CFDT étant encore une fois l'absente de marque. Ce désaccord syndical joint à l'indifférence générale pour ce genre de mouvement fit qu'il n'y eu guère plus de grévistes que le 19 avril.

A l'heure où nos écrivons, rien de nouveau n'est apparu si ce n'est une proposition du PDG Papon d'augmenter tout le monde de 4 % pour l'année en deux fois, soit le taux prévu par le Vᵉ Plan ! Ce qui n'a pas empêché la CFDT de se solidariser avec la CGT pour le communiqué qui commentant cette proposition laisse entendre que Papon commence à céder.

Et si, comme « le Monde » le dit, Sud-Aviation risque de devenir « un point chaud du front social » il est évident que ce ne seront pas les syndicats qui l'auront voulu.

ERNESTO «CHE» GUEVARA ET LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

DISPARU de Cuba en avril 1965, le commandant « Che » Guevara fait de nouveau parler de lui. Le dimanche 16 avril, Cienfuegos, secrétaire général de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, réunissait les journalistes accrédités à La Havane pour leur donner lecture d'un texte du « Che ». Rien ne permet raisonnablement d'affirmer qu'il s'agit d'un document falsifié et tous les extraits de ce document de six pages que la presse a publiés cadrent parfaitement avec les déclarations précédentes de Guevara.

Un révolutionnaire...

Ce texte est un vibrant appel à la lutte armée en Amérique Latine, à la formation de guérillas, au combat sans merci contre l'impérialisme américain. Le but que Guevara assigne aux révolutionnaires d'Amérique Latine est clair : créer là-bas « le second ou le troisième Vietnam ». « C'est le che» min que suivra l'Amérique Latine » avec cette caractéristique spécia» le : les groupes en armes pour» ront former des conseils de coor» dination pour rendre difficile la » tâche répressive de l'impérialisme » yankee et mieux servir leur pro» pre cause. »

L'attitude de Guevara tranche avec la politique adoptée par les différents P.C. de cette région du monde, politique basée sur l'alliance avec les bourgeoisies et les appareils d'Etat les plus corrompus et les plus liés à l'impérialisme US. Le meilleur exemple de ce type de politique est donné par le P.C. vénézuélien qui, quelques jours auparavant, lors de son huitième plenum, excluait la tendance guérillera de ses rangs et son chef Douglas Bravo pour mieux rechercher une « paix démocratique », c'est-à-dire une alliance avec les éléments « démocratiques » du gouvernement et de l'armée (éléments que la direction du P.C. cherche à la loupe sans se désespérer depuis de nombreuses années).

Face aux staliniens, et souvent contre eux, Guevara préconise la lutte armée appuyée sur les campagnes. Et ce type de lutte correspond aux conceptions politiques de Guevara selon lesquelles la paysannerie est la base de tout mouvement révolutionnaire :

« Tout ceci indique, écrit-il dans » son livre « Guerre de guérillas », » que le guérillero exercera son » action en milieu rural et peu peu» plé, là où se situe de préférence » la lutte du peuple pour ses reven» dications, et ceci presque exclu» sivement dans la perspective du » changement des structures socia» les de la propriété des terres. » En d'autres termes, le guérillero » est avant tout un révolutionnaire » agraire. Il interprète le désir de » la grande masse des paysans : » être propriétaires de leurs moyens » de production, de leurs bêtes, de » tout ce qui constitue leur vie et » constitue aussi la terre où ils » mourront. »

Nul ne contestera à Guevara le qualificatif de révolutionnaire. Depuis plus de dix ans, cet Argentin a cherché, au Guatemala d'abord, à Cuba ensuite, à réaliser son vieux rêve d'une société plus juste pour tous, d'une société où les paysans, qui constituent l'immense majorité de la population d'Amérique latine, auraient enfin le droit à une vie décente. Et, à peine le combat était-il terminé à Cuba, qu'il repartait solitaire pour allumer d'autres foyers en Amérique Latine. « D'au» tres pays du monde réclament le » concours de mes modestes » efforts... Je porterai sur d'autres » champs de bataille l'esprit que » tu m'as inculqué », écrivait-il à Castro dans sa lettre d'adieux. Et il a tenu parole. Il ne semble en effet nullement étranger à différents foyers de guérillas qui ont fait leur apparition depuis quelques temps, et notamment en Bolivie.

Et tous les révolutionnaires marxistes ont le devoir, partout où la guérilla apparaît et se développe, d'être solidaires de ces hommes, de ces militants qui décident de combattre et souvent de mourir pour changer une société en putréfaction. Contre les oppresseurs, les guérilleros, les disciples de « Che », choisissent le camp des opprimés.

...mais pas un socialiste

Mais si la solidarité que nous devons apporter à ces hommes dans leur lutte contre l'impérialisme doit être totale, cela ne signifie nullement que nous les considérons comme des socialistes, et que le sens et la forme de leur combat soient identiques aux nôtres. Tout d'abord, il faut comprendre les limites de la lutte paysanne qui, dans le meilleur des cas, ne peut aboutir qu'à un nouveau Cuba, c'est-à-dire à une forme d'Etat où les masses populaires n'exercent en fait aucun contrôle sur l'appareil d'Etat. Après la victoire de Castro, le paysan cubain, qui l'avait suivi, regagna sa terre, son village, sa montagne.

Les paysans cubains n'exercèrent plus aucun contrôle sur les hommes qui dirigeaient l'Etat et, parce qu'ils étaient paysans, c'est-à-dire vivaient et travaillaient dans les campagnes, ils ne pouvaient l'exercer.

Un « internationalisme » strictement latino-américain

Une autre limite de cette lutte est son caractère purement régionaliste. Si dans son message Guevara fait allusion à la lutte dans de nombreux pays d'Amérique Latine, c'est, pourrait-on dire, pour cause de répétitions de facteurs nationaux identiques :

« Dans ce continent, écrit le » « Che », il y a une identité si » grande entre les classes des dif» férents pays qu' « ils parviennent » à une identification de caractère » international américain », beau» coup plus complète que sur d'au» tres continents... Le degré et les » formes d'exploitation sont identi» ques tant pour les exploiteurs que » pour les exploités de la plupart » des pays de notre Amérique. »

La paysannerie sans terre étant pour Guevara la seule force capable de battre l'impérialisme yankee, il conçoit toute sa stratégie comme basée sur une lutte extérieure au territoire des U.S.A.

Obliger l'ennemi à sortir de sa forteresse pour le battre en rase campagne, c'est-à-dire sur le continent sud-américain, voilà la stratégie de Guevara. Nous ne discuterons pas ici les aspects militaires de cette stratégie mais son implication politique. Défiant à l'égard du prolétariat d'Amérique Latine, qu'il considère comme un facteur secondaire de la lutte, Guevara est incapable de s'adresser au prolétariat nord-américain pour lui proposer une stratégie de lutte. Il est obligé d'ignorer l'existence de ce prolétariat sans lequel aucune révolution socialiste n'est concevable aux U.S.A. comme ailleurs. Bien mieux, certains mouvements guévaristes, tel le M.I.R. péruvien, expriment ouvertement leur méfiance vis-à-vis du prolétariat, considéré comme une masse « amorphe et incapable de servir de base à une révolution sociale » (« Voix Rebelle », juin 1966).

Et cette méfiance ou, au mieux, cette ignorance, du rôle historique du prolétariat, ne fait que traduire la nature petite-bourgeoise de Guevara et des mouvements qui se réclament de son exemple.

Marxistes et guevaristes

Dans ces pays, les révolutionnaires marxistes doivent lutter contre tous les courants qui tentent de mettre le prolétariat à la remorque des guérillas. Et si les révolutionnaires prolétariens doivent appuyer tous les mouvements qui s'opposent à l'impérialisme, et les mouvements de guérillas sont incontestablement de ce type, ils ne doivent jamais oublier que leur rôle historique est non seulement de chasser l'impérialisme de leur propre territoire mais aussi de se considérer comme une avant-garde d'une classe internationale. Lorsqu'il entrera en lutte le prolétariat latino-américain, à la différence de « Che » ou de Castro, saura quoi dire aux prolétaires des U.S.A., d'Angleterre, de France ou d'ailleurs. Tout comme le prolétariat d'un pays arriéré le fit en 1917, en Russie, il tentera d'organiser les prolétaires de tous les pays dans un parti révolutionnaire mondial dans une internationale, seul état-major qui sera capable de s'opposer victorieusement, et dans chaque pays, y compris ses bastions, à l'impérialisme.

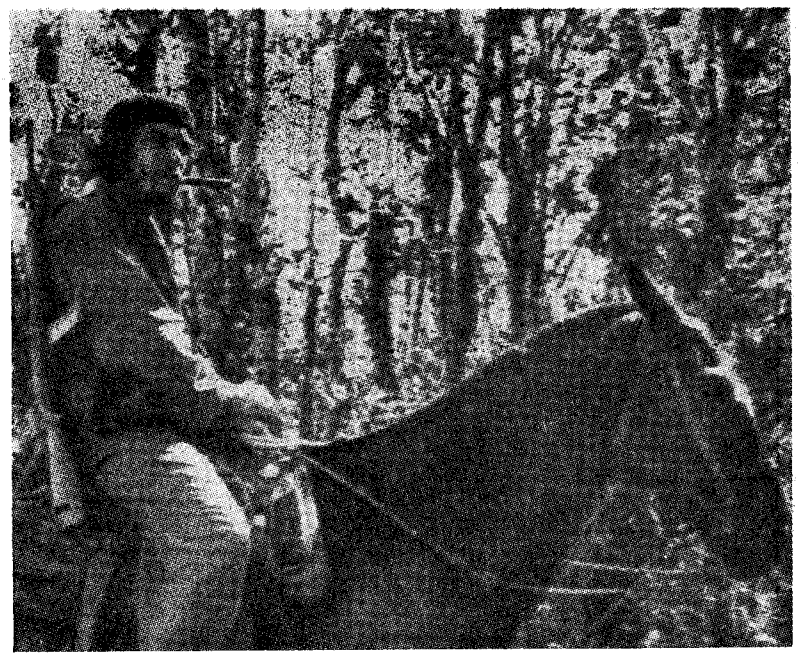
Les marxistes révolutionnaires sont aussi les seuls qui, dans un pays sous-développé, pourront instaurer, avec la dictature du prolétriat, une véritable démocratie pour les masses populaires, car à la différence de régimes de types castristes, dans un Etat ouvrier, les travailleurs pourront exercer directement le pouvoir politique (et pas seulement un vague pouvoir économique de la seule entreprise du type « autogestion »). Chaque jour réunis à des milliers sur la base de leurs chantiers, de leurs usines ou de leurs mines, ils peuvent discuter de leurs affaires, imposer leurs décisions. C'est du jour au lendemain qu'ils peuvent révoquer les hommes qu'ils ont élus, en élire d'autres, approuver et désapprouver une politique donnée et cela sans attendre d'ordre de mobilisation de quiconque. A tout moment, ils peuvent intervenir dans les centres de la vie moderne, c'est-à-dire les villes.

Le rôle d'un parti révolutionnaire est donc justement d'organiser les travailleurs les plus conscients, de les préparer aux tâches du pouvoir et ce, bien avant la révolution. C'est son rôle de donner aux travailleurs la conscience qu'ils sont la classe qui doit exercer le pouvoir, qu'ils ne doivent s'en remettre à personne. C'est aussi la tâche du parti révolutionnaire de dénoncer ceux qui tentent de persuader les ouvriers de se fondre dans la masse du « peuple », d'abandonner toute prétention à l'organisation indépendante.

C'est en cela que les révolutionnaires marxistes ne peuvent s'identifier à Guevara.

C'est aussi la raison pour laquelle certains trotskystes qui ont abandonné le terrain de la classe ouvrière pour se fondre dans la guérilla, quelque soit leur honnêteté révolutionnaire, n'ont fait que retarder un peu plus la naissance de partis révolutionnaires dans cette région du monde, retardant par là même la révolution socialiste pour laquelle ils pensent œuvrer.

L. STERN.



Ernesto « Che » Guevara

REPRESSION EN BOLIVIE

Nous recevons d'Argentine une lettre sur le sort de militants ouvriers boliviens arrêtés par le gouvernement de ce pays, dont nous publions quelques extraits :

Buenos Aires, 29 mars 1967

Depuis le 18 janvier 1967, 23 prisonniers politiques boliviens se voient condamnés à une mort lente, cruelle et inexorable, dans des camps où ils furent confinés par le gouvernement du général Barrientos. Des amis nous ont écrits pour dénoncer ces atrocités et pour demander notre aide. Il ne faut pas que le silence aide les plans des assassins !

Les détenus appartiennent à différents partis politiques et ont un long passé de lutte dans les syndicats combattifs de la Bolivie. C'est pour cette raison que le gouvernement Barrientos les a condamnés à une mort lente dans un enfer où les maladies et la faim auront vite fait de les exterminer...

Le gouvernement bolivien n'envoie aucun remède contre ces fléaux, aucune nourriture pour ces hommes sous-alimentés. Il faut ajouter à cela, qu'il ne permet ni l'envoi de vêtements, ni de chaussures, ni du nécessaire pour remettre en état les vêtements usés. Et comme les prisonniers sont dépouillés du moindre objet personnel, ils se trouvaient, peu de temps après leur arrivée dans ces camps de concentration, demi nus et souffrent, sans pouvoir se défendre, des terribles inclémences du temps.

N'ayant eu des nouvelles d'eux depuis beaucoup de temps — car il leur est interdit d'écrire — personne ne sait combien de ces détenus sont encore vivants. On nous a dit que deux d'entre eux ont été enlevés du camp, « étant dans le coma »... Plusieurs autres seraient dans un état désespéré. Il ne faut donc pas perdre de temps ! *Il faut faire appel aux organisations syndicales, politiques, aux intellectuels et à toutes les personnes qui ne veulent pas que les droits humains soient une pure hypocrisie. Demandez-leur d'envoyer des protestations, d'exiger la libération de ces prisonniers, de dénoncer cette mort lente à laquelle on les expose.*

Lettres et télégrammes doivent être adressés au Ministère de l'Intérieur de la Bolivie, M. Antonio Arguedas, et au président de la République, le général Barrientos. On peut aussi envoyer des protestations aux journaux locaux, tel que « Presencia », « El Diario » et « El Pueblo » à La Paz, Bolivie.

D'autre part le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale a fait savoir que Hugo Gonzalès Moscoso, secrétaire général du Parti Ouvrier Révolutionnaire, organisation trotskyste bolivienne, a été arrêté à Santa Cruz. Rappelons qu'un autre dirigeant trotskyste bolivien, Guillermo Lora, est lui aussi incarcéré dans un village de la jungle bolivienne.

Nous adressons ici l'expression de notre solidarité fraternelle à tous ces camarades et à leurs organisations.

Le numéro 4 de la « Lutte de classe » numéro de mai, est paru. Au sommaire:

- **Les militants révolutionnaires et l'activité syndicale.**
- **D'où vient et où va le P.C.F. ? (II)**
- **Yougoslavie : le sens d'une évolution.**
- **La grève de Saint-Nazaire, les bureaucraties syndicales et l'O.C.I.**

Le 13 mai 1958

Il y a 9 ans, le 13 mai 1958, les émeutiers d'Alger ouvraient, par la force, le chemin du pouvoir au général de Gaulle. Depuis, le nouveau régime n'a cessé de tenter de consolider des positions remarquablement fragiles pour un pouvoir que l'on se plaît, à droite comme à gauche, à qualifier de « pouvoir fort ». En fait, 9 ans après, de Gaulle a recours, comme en juin 1958, aux « pouvoirs spéciaux ». Il ne s'agit pas de mégalomanie, ni d'autoritarisme sénile, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit pour le gouvernement de se donner les moyens de résoudre une situation de crise. C'est du même coup reconnaître que le fonctionnement normal des institutions, pourtant élaborées par de Gaulle lui-même, ne suffit pas à garantir au gouvernement la liberté d'action et l'autorité nécessaires. La Constitution « sur mesure » de la Ve République n'a cessé d'être réajustée pour en arriver au bout de 9 ans à révéler son insuffisance. Certes, de Gaulle obtiendra de l'Assemblée actuelle le vote favorable qui lui permettra de gouverner par ordonnances, mais un autre que de Gaulle l'aurait-il pu et, pis encore pour la bourgeoisie, un autre que de Gaulle le pourra-t-il dans l'avenir ?

Depuis le 13 mai 1958, le pouvoir gaulliste repose sur un mythe : celui qui précisément fait les Bonaparte. Mais tout régime bonapartiste est par nature essentiellement fragile et lié dangereusement à la personne du Bonaparte de service. Certes, le pouvoir gaulliste a bien évolué depuis 9 ans, mais ses limites, ses forces et ses faiblesses demeurent pour l'essentiel, celles qui marquèrent sa venue au pouvoir le 13 mai 1958.

LA CRISE PARLEMENTAIRE

En mai 1958, la France est en pleine crise politique. Depuis le 15 avril, il n'y a plus de gouvernement. Ce n'est pas la plus longue crise de la IVe République mais c'est la 22e ! L'opinion publique semble assister avec indifférence aux efforts des Bidault, Pleven et autre Pflimlin pour constituer un gouvernement capable de réunir la majorité des suffrages à l'Assemblée nationale. Mais sous cette indifférence parfois gouailleuse se cache un mécontentement que de Gaulle saura canaliser contre le « système ».

Le système, lui, date de 1946, de la bataille pour la Constitution que mena et gagna alors le P.C.F. La bourgeoisie et en premier lieu de Gaulle voient d'un très mauvais œil une Constitution qui fait dépendre le gouvernement d'une majorité parlementaire, où entre comme partie prenante le P.C.F. Mais c'est l'époque de l'union sacrée, du gouvernement triparti M.R.P., P.S. et P.C.F. La bourgeoisie a besoin des communistes pour contenir et mettre au travail la classe ouvrière. Elle sacrifie ses intérêts lointains à ses intérêts immédiats. Après tout, une Constitution peut toujours se modifier...

Mais quand l'union sacrée se rompra, quand la guerre froide rejettera le P.C.F. dans le camp de l'opposition, il s'avérera très tôt que les institutions en place rendent le pays pratiquement « ingouvernable ». La présence dans l'opposition de cent cinquante députés communistes environ, rend la recherche d'une majorité à la chambre extrêmement difficile et investit les groupes parlementaires d'une autorité sans commune mesure avec leur importance réelle à la chambre ou dans le pays. Il ne s'offre que deux solutions : ou supprimer la représentation communiste à l'Assemblée ou modifier la Constitution de façon à rendre le gouvernement indépendant du parlement, en instaurant un régime de type présidentiel. Les deux solutions sont également irréalisables. La première, parce qu'il est impossible de modifier la loi électorale sans léser en même temps que le P.C.F. les autres partis de la droite traditionnelle — et ils sont nombreux. (Aucune majorité ne peut se former sur ce point, et pour cause, ce sont ces petits partis qui bénéficient de la situation actuelle). La deuxième, parce qu'une modification de la Constitution risque de rencontrer une forte opposition populaire. Les grandes grèves de 1947, 48 et surtout 53, nées précisément de la volonté du gouvernement Laniel d'agir par décrets-lois le plus indépendamment possible du parlement, rappellent à la bourgeoisie que sa position est précaire et la classe ouvrière forte. Enfin, une telle solution serait dangereuse car la bourgeoise française ne peut se passer de l'appui du P.S. et indirectement du P.C.F. pour mener sa politique de guerre en Algérie. A cet égard, elle ne peut courir le risque de faire cavalier seul.

LA GUERRE D'ALGERIE

En effet, la France est engagée dans la guerre d'Algérie depuis 1954. Il s'avérera assez vite qu'il lui est impossible de gagner cette guerre. L'armée de métier, le contingent puis les rappelés tentent en vain d'écraser un adversaire insaisissable et sans cesse renouvelé. Il faut traiter et sauver ce qui peut être sauvé. C'est le point de vue de la haute finance, mais tous les hommes politiques qui abordent, ne serait-ce que l'idée de la négociation, sont immanquablement renversés à l'Assemblée nationale, ou, plus simplement encore, renoncent avant d'avoir essayé par crainte d'un renversement. Les partis de la droite traditionnelle et de l'extrême-droite ne veulent pas se couper de la masse des ultras d'Algérie et des pieds-noirs qui s'attachent désespérément à la fiction de l'Algérie Française.

En mai 58, la bourgeoisie française est dans l'impasse. La guerre coûte cher, la crise économique s'installe. Comment assurer le « dégagement » pour employer le terme pudique de l'époque ?

Dans le cadre de la IVe République, il n'y a pas de solution. Mais le nom de de Gaulle est de plus en plus souvent prononcé.

Dès mars, des milliers d'affichettes apparaissent sur les murs de Paris, elles suggèrent « Appelons de Gaulle ».

LA CRISE ALGEROISE

C'est alors qu'intervient, providentiellement, le coup de théâtre d'Alger. Le 13 mai, une centaine d'étudiants débordent la manifestation désormais « classique » des ultras, envahit le Gouvernement Général, et somme Massu de former un Comité de Salut Public. « Dois-je donner l'ordre de tirer ? » — demande par téléphone Massu à Paris. — « Non ! », répond le dernier président démissionnaire Félix Gaillard. Le général Massu forme avec des civils et des militaires le Comité de salut public, tandis que les extrémistes renversent le buste de la République, symbole du « régime pourri ». Le 15 Salan, appelé par Massu et confirmé dans son poste par Coty, termine son premier discours par un vibrant « Vive de Gaulle ! » Il n'y a plus qu'à attendre la réponse de de Gaulle.

Un coup de force vraiment providentiel, trop providentiel pour ne pas avoir été préparé. Depuis le 13 mai, bien des révélations ont été faites, et la liquidation de l'OAS, le procès des généraux rebelles ont permis, sinon de clarifier, du moins de laisser entrevoir le rôle des uns et des autres. Le 13 mai fut une splendide journée de dupes. Depuis longtemps, les gaullistes officiels ou moins officiels tels que les Soustelle, Neuwirth, Delbecque, et surtout Debré, avaient préparé avec Salan, sur le terrain, les conditions d'un « recours » à de Gaulle. Les sociaux-démocrates sont partie prenante, et si le rôle des Guy Mollet, Bothereau et consort, est devenu parfaitement clair après la crise, celui de Lacoste, plus secret, n'en fut pas moins aussi efficace. A Paris comme à Alger, les rouages étaient mis en place qui devaient conduire de Gaulle au pouvoir. Le président de la République René Coty lui-même avait connaissance dès le 8 mai des conditions que mettrait de Gaulle à son retour au pouvoir. Le 13 mai fut bien l'œuvre d'émeutiers extrémistes, mais à leur insu, les ficelles étaient tirées par les conspirateurs gaullistes. Ce sont les ultras d'Alger qui tirèrent les marrons du feu pour de Gaulle, c'est-à-dire pour l'homme que la bourgeoisie appelait afin de « liquider » le conflit algérien.

LE NOUVEAU BONAPARTE

La réponse de de Gaulle ne tarde pas — le 15 mai il se déclare prêt à « assumer les pouvoirs de la République ». Rien n'est encore joué mais les bases du bonapartisme apparaissent donc très clairement.

D'abord, un personnage « légendaire », l'homme du 18 juin qui restaura la République en 1944, qui promit la liberté aux peuples d'outre-mer, un homme politique au prestige presque intact, et jouissant d'une certaine popularité tant auprès des pieds-noirs qu'auprès des combattants du F.L.N.

Puis, dans le pays, d'un côté une classe ouvrière forte mais désorganisée, trahie par ses dirigeants, et, en Algérie, le F.L.N. fort et très bien organisé. De l'autre, un million de pieds-noirs algériens, la plus grande partie de l'armée, de la police de l'appareil d'Etat lui-même, qui n'obéissent pratiquement plus à la IVe République.

De Gaulle saura jouer entre les forces en présence.

Il dit aux ultras : « Je vous ai compris ». Il dit en substance à la gauche : « Vous connaissez mes sentiments républicains. D'ailleurs, je ne viens que si une majorité à la chambre me le demande et si ce n'est pas moi ce sera Massu. Choisissez. » Tout le monde accepte le chantage sauf le P.C.F.

LES CAPITULATIONS

A l'Assemblée, c'est à qui capitulera le premier. Bidault, Pinay se rallient, puis Guy Mollet à l'insu du groupe socialiste de l'Assemblée qui vote au même moment une motion déclarant que ses membres « ne se rallieront en aucun cas à la candidature du général de Gaulle » Pflimlin lui-même, auquel les communistes n'épargnent pas leur confiance, rencontre le général et pour clore ce ballet de marionnettes, René Coty en personne vient faire appel « au plus illustre des Français ».

Le P.C.F. organise avec la C.G.T., la C.F.T.C., l'U.D.F.O. de la région parisienne (F.O. sur le plan national se refuse à toute action), la F.E.N. et l'U.N.E.F., un baroud d'honneur. Cinq cent mille personnes défilent de la Nation à la République. En tête du cortège, avec les communistes, Mendès France, Mitterrand, Depreux et quelques socialistes minoritaires. Mais la mobilisation des masses s'arrêtera là. On parle de grève générale, F.O. refuse, la seule grève tant soit peu importante sera celle des enseignants. En fait, le sort de la bataille est déjà joué, car nul ne songe à livrer sérieusement le combat nécessaire. Seuls les militants communistes croient à l'éventualité d'un débarquement de parachutistes appuyé par de Gaulle, mais ils se contentent de garder les permanences !... Les travailleurs dans leur ensemble ne croient pas à la capacité de la gauche de défendre le pays contre le fascisme. Ils font plus confiance à de Gaulle pour remplir cette tâche.

Celui-ci est bien appelé par l'extrême-droite, mais il fait tout pour ne pas apparaître comme l'homme de l'extrême-droite. « Je suis un homme seul, au-dessus des partis, des factions », dit-il. « J'ai entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain.» En fait, le chantage au débarquement parachutiste, appuyé par l'insurrection corse, font apparaître de Gaulle comme l'homme qui saura maintenir l'ordre et assurer la légalité. Tout le monde feint de croire qu'il est désormais le seul rempart contre les « Massu et les Lagaillarde ».

La comédie se termine le 1er juin, très légalement, l'Assemblée nationale accorde l'investiture au gouvernement de Gaulle par 329 voix (dont 42 socialistes, 24 radicaux) contre 224 (dont les communistes, 49 socialistes, 18 radicaux). MM. Guy Mollet et Pflimlin sont ministres d'Etat, Pinay, ministre des Finances.

De Gaulle, arbitre suprême, se fera plébisciter par tous, y compris les territoires d'outre-mer le 28 septembre : 79,25 % de oui : une majorité de Bonaparte !

DE GAULLE AU POUVOIR

Le nouveau Bonaparte va utiliser les pouvoirs spéciaux que lui vote l'Assemblée le 2 juin — elle n'a plus rien à lui refuser — pour restructurer l'Etat et reprendre la direction des opérations en Algérie.

Manœuvrant subtilement entre les forces en présence, s'appuyant tantôt sur la droite, tantôt sur la gauche, de Gaulle va résoudre, en partie, la crise institutionnelle de la bourgeoisie française, en réformant loi électorale et Constitution, et la crise algérienne par la paix de 1962.

Grand serviteur de la bourgeoisie française, ses faiblesses et les limites de sa puissance sont celles de la classe dont il sert les intérêts. Son pouvoir se fonde avant tout sur son prestige personnel et sur la capitulation des directions ouvrières, qui se refusèrent en mai 1958 à utiliser la crise de la bourgeoisie française pour s'emparer du pouvoir et construire un Etat ouvrier.

Neuf ans plus tard, le pouvoir gaulliste accuse les mêmes faiblesses car si la bourgeoisie dispose de positions fortes dans la lutte des classes et de tout un arsenal juridique et institutionnel pour gouverner un pays où 25 % du corps électoral vote communiste et où la classe ouvrière est forte, elle ne peut faire confiance aux seuls syndicats et partis ouvriers pour contenir et maîtriser la colère ouvrière.

Aujourd'hui, devant la situation créée par la récession et les grèves ouvrières, elle dispose encore du vieux Bonaparte qui demande à nouveau les pouvoirs spéciaux pour résoudre la crise. Mais, malgré la trahison des partis et syndicats ouvriers, les forces de la classe ouvrière sont intactes et son mécontentement est grand. Si elle en prend conscience, quel Bonaparte saura lui résister ?

M. TOURNY.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 8 MAI

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

OU VA LE GAULLISME?

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Opposition et majorité au Parlement :

UN DUEL A FLEURETS MOUCHETÉS

Malheureusement, le ridicule n'a jamais tué personne, et c'est bien pourquoi le « duel » qui a opposé Defferre, l'un des piliers de la Fédération, au député gaulliste Ribière, n'a fait aucune victime.

Les exploits de bretteur du Fanfan la Tulipe marseillais, qui a dû prendre goût au romanesque sous le nom de Monsieur X., n'offrent évidemment qu'un très médiocre intérêt. Mais cette rencontre sur le terrain symbolise à merveille la politique de l'opposition au cours de cette première session parlementaire. Beaucoup de bruit pour rien.

Certes, la décision de Pompidou de demander au Parlement les pleins pouvoirs en matière économique et sociale jusqu'au 31 octobre prochain, en forçant l'opposition à déposer une motion de censure, a modifié l'atmosphère qui régnait à l'Assemblée Nationale depuis la rentrée parlementaire.

Mais s'il fallait décrire en une formule la politique de cette opposition, aucune, sans doute, ne conviendrait mieux que le « Tu causes, tu causes, c'est tout ce que tu sais faire » de Zazie.

Bien sûr, les ténors de la « gauche » ont prononcé des discours remarqués des journalistes spécialisés. Ils ont, paraît-il, sur ce terrain-là, « marqué des points ». Mais cela, justement, c'est du bla-bla-bla.

Il serait certes naïf de reprocher à un Mitterrand ou à un Defferre de ne pas se conduire en révolutionnaires. Ces gens-là ne le sont pas, et, il faut le reconnaître, ils n'ont jamais prétendu l'être.

Mais ils se posent en adversaires déterminés du régime gaulliste. Ils affirment que ce régime a subi une lourde défaite aux élections, et que, moralement, ce sont eux les vainqueurs. Alors, qu'ont-ils fait pour achever ce régime soit-disant à l'agonie sur le terrain qu'ils ont eux-mêmes choisis, sur le terrain parlementaire.

Dès l'ouverture de cette session, la gauche, ou du moins ce qu'il est convenu d'appeler ainsi, a annoncé qu'elle ne déposerait pas de motion de censure, parce qu'à son avis, c'est le gouvernement qui était moralement obligé d'engager son existence dans un scrutin. Ce que celui-ci s'est bien gardé de faire à ce moment-là.

On pourrait certes penser que les partis de gauche ne tenaient aucunement à compter leurs voix dans une telle occasion, parce que cela révèlerait qu'ils sont encore loin d'être « presque majoritaires », le terme « d'opposition » désignant non seulement les députés du P.C.F. et de la Fédération, mais encore ceux du Centre démocrate.

Cela serait déjà significatif de leur ardeur combative !

Mais le fond du problème n'est pas là. Le fond du problème, c'est que les dirigeants de la Fédération ne veulent pas, parce que ce sont, au même titre que les de Gaulle et les Pompidou, les serviteurs de la bourgeoisie française, faire quoi que ce soit qui puisse entraîner la chute du cabinet Pompidou, ou même seulement le mettre réellement en difficultés, surtout dans les circonstances actuelles.

D'une part parce que la lutte d'une opposition parlementaire de gauche vigoureuse, cherchant à grignoter la majorité, se battant pour le pouvoir, pourrait, dans la période actuelle de luttes ouvrières, avoir des répercussions dans le pays en semant des illusions chez les travailleurs. Ce n'est pas par hasard si les revendications sociales, si les problèmes posés par les grandes grèves qui viennent de se dérouler, ou qui se déroulent encore actuellement, sont passés à l'arrière-plan des joutes parlementaires, et si l'essentiel des débats a consisté à opposer les « réalisations » respectives des IVe et Ve Républiques.

D'autre part, sur le terrain parlementaire lui-même, parce qu'ils savent que la bourgeoisie n'a pas besoin d'eux au pouvoir actuellement, bien au contraire. Leur jour viendra peut-être, si les mouvements de grève continuant à se développer, à se multiplier, la bourgeoisie française a besoin d'un gouvernement « de gauche », capable de ramener la classe ouvrière au travail. Mais, pour le moment nous sommes encore loin d'une telle situation, et les Mitterrand et les Mendès-France le savent bien.

Voilà pourquoi les partis de gauche ne veulent pas mettre au parlement le gouvernement Pompidou en difficulté, et surtout ne pas le renverser, et amener ainsi une dissolution de l'Assemblée qui risquerait fort de ramener, cette fois-ci, une véritable majorité de gauche au Palais Bourbon. Voilà pourquoi ils laissent en fait à Pompidou l'initiative des opérations.

Certes ils vont — le moyen de faire autrement — déposer une mention de censure contre les pleins pouvoirs économiques et sociaux demandés par le gouvernement. Ils vont d'ailleurs le faire au moment choisi par celui-ci, et ce détail n'est pas sans importance. En effet, ce n'est qu'au bout d'un délai d'un mois que les ministres sont remplacés à l'Assemblée par leurs suppléants, et ce délai permettra donc à la majorité de faire le plein de ses voix. Et si cela ne changera rien de toute manière au résultat (puisque ce sont les voix pour la motion de censure qui sont déterminantes), la majorité pourra tout de même ainsi faire étalage du maximum de suffrages possibles.

Et dans le fond, les formations de gauche de l'opposition ne peuvent que se réjouir de ces pleins pouvoirs. Une fois ceux-ci acquis au gouvernement, elles pourront faire figure d'opposants déterminés sans risquer de mettre celui-ci en difficulté, sans risquer de provoquer sa chute.

Il est particulièrement significatif de voir Maurice Duverger, qui s'est depuis longtemps fait le théoricien de gauche du parlementarisme type Ve Republique, ce qu'il appelle lui-même « parlementarisme majoritaire », écrire dans « le Monde », du 21 avril 1967, sous le titre « Renaissance du Parlement ? », les lignes suivantes :

« L'activité normale de l'Assemblée... ne consiste pas à renverser les ministres, mais à les orienter et à les limiter. » Et plus loin : « Dans le parlementarisme majoritaire, l'objectif essentiel de l'opposition est de prendre le pouvoir aux élections prochaines. »

Voilà qui a au moins le mérite d'être clair.

Et c'est pourquoi, en attendant les «élections prochaines», il ne reste plus à nos parlementaires « de gauche » qu'à faire semblant d'être des opposants, quite, pour cela, à tirer l'épée.

Mais ce n'est pas la botte de Defferre qui achèvera le gaullisme.

Christian JUNG.

SAINT-NAZAIRE : après deux mois de grève

Lundi 1er mai. — Après 60 jours de grève pour les mensuels de la métallurgie nazairienne et 40 jours de lock-out pour les ouvriers des Chantiers de l'Atlantique ainsi que bon nombre d'entreprises sous-traitantes, les syndicats viennent d'aboutir à la signature d'un accord avec la direction des Chantiers. A l'heure où nous écrivons, on ne sait rien de précis sur les termes de l'accord, signé dimanche dans la nuit. Le représentant C.G.T. des mensuels s'est borné à faire une déclaration vague sur un « compromis permettant la reprise du travail ». « Nous avons avancé sur quelques points par rapport aux propositions patronales du 16 avril », a-t-il notamment déclaré. Reste à savoir en quoi consistent ces quelques points: certainement pas grand chose quand on sait que les propositions de PINCZON sur le point essentiel (l'augmentation des salaires) étaient de 7,35 %.

A l'origine de cette dernière entrevue patrons-syndicats se place l'intervention auprès de la Direction des Chantiers d'une délégation « bons offices » composée de BLANCHO, maire de St-Nazaire, SAMBRON, président du C.C.E. du département, et TISSOT, président de la Chambre de Commerce. PINCZON acceptait la perspective d'une commission mixte, mais cette fois définitive. L'assemblée des mensuels du samedi 29 avril votait à une écrasante majorité (97,7 %) les pleins pouvoirs à leurs délégués, pour négocier en fait la reprise du travail.

Rien n'ayant été fait pour étendre le conflit, il était prévisible, après l'éclatante combativité dont avaient fait preuve les travailleurs que Pinczon attende qu'une certaine lassitude se manifeste pour les contraindre à capituler à ses conditions : 7,35 % d'augmentation dans l'année. (3,35 % de plus que l'année dernière). Pourtant, les manifestations de toutes sortes ont continué dans les rues de saint-nazaire, tant horaires que mensuels ; des premiers heurts entre les manifestants et les CRS avaient eu lieu le mercredi 19 avril, d'abord l'après-midi, puis le soir au retour de la manifestation de nuit, qui ressemblait plutôt à une retraite aux flambeaux. Une autre signification aurait pu avoir la manifestation du 27, qui réunissait 50.000 manifestants, le département étant en grève interprofessionnelle de 24 h pour cette journée. Elle n'aura été en fin de compte qu'un baroud d'honneur spectaculaire et sans lendemain.

Car les syndicats ont toujours tenu à présenter la solidarité avec les grévistes, uniquement financière et surtout pas active ; des collectages ont été organisés dans toute la France : chaque semaine partent des cars de collecteurs, horaires et mensuels, pour Bordeaux, Marseille, Paris, Lille, Dunkerque, etc... mais il n'est pas question de dire aux travailleurs des autres entreprises que la lutte des travailleurs nazairiens est la leur, que la meilleure solidarité est encore de se battre comme eux contre la même politique économique du gouvernement, que la solidarité financière, aussi bonne soit-elle, a des limites : à ce jour les grévistes ont touché depuis le 1er mars, 360 F effectués en quatre versements ; les sommes collectées s'élèvent aujourd'hui à 150 millions d'anciens francs.

Des comités se sont créés dans les communes autour de Saint-Nazaire ; les distributions de denrées se font centralement aux bourses du travail. Il y a des distributions exceptionnelles pour ceux qui ont des enfants en bas âge, un service social a été mis sur pied pour étudier et aider les cas les plus défavorisés ; le pot au feu y est vendu 2 F le kg, le poulet 3 F, les haricots 1 F ; des commissions y siègent en permanence, les distributions se font à l'issue des manifestations.

Les horaires bénéficient actuellement du chômage partiel. Les AS SEDIC n'ont pas encore été attribués, l'UNEDIC n'ayant pas statué à sa réunion du mardi 25 avril. Il est à souligner que le patronat de Saint-Nazaire y est favorable. Ce même patronat a accepté de leur verser des avances (remboursables) correspondant aux payes des 8 et 23 avril.

Une commission mixte avec les délégués horaires doit avoir lieu avant la reprise du travail ; il est certain que pour beaucoup d'entre eux, le résultat risque d'être intéressant, les propositions du 15 mars dernier tendant à relever les salaires les plus bas (des manœuvres gagneront près de 0,50 F de plus de l'heure). Mais la rentrée risque d'être particulièrement délicate, quand on sait que Pinczon avait proposé aux représentants horaires et mensuels un horaire de 48 ou 52 h pour rattraper le temps perdu !

De toute façon, les travailleurs se voient dans une impasse : les porte-monnaie sont vides et les traites qui ont été reportées vont tomber prochainement (Juin-Juillet). Quant aux vacances, pour ceux qui envisageaient de partir, il y a longtemps qu'on a tiré un trait dessus. Les deux mois de grève représentent donc une perte sèche pour les mensuels car les quelques pour cent qu'ils obtiendront sont loin de pouvoir boucher les trous. La lutte n'a pas été payante, alors les heures supplémentaires vont naturellement marcher bon train, car il faut quand même tenir le coup.

Dire que la combativité est retombée va de soi. Si tous les travailleurs n'ont pas encore tiré les leçons de cette lutte, bon nombre sont écœurés, et ce coup-ci encore, il y aura des cartes syndicales déchirées. A mener une politique qui conduit la classe ouvrière de défaite en défaite, les syndicats perdent de plus en plus la confiance des travailleurs et découragent bien des militants dévoués.

Pourtant nos camarades qui ont été collecter dans d'autres régions se sont tous rendus compte qu'ailleurs les salaires n'étaient pas plus élevés qu'à St-Nazaire, et même souvent plus bas. N'y avait-il donc rien d'autre à faire que d'appeler à la solidarité les ouvriers de Marseille ou de Decazeville lorsque ceux-ci sont encore plus mal payés que ceux de St-Nazaire.

Si Pinczon a pu résister si longtemps c'est parce que le patronat est assez bien organisé à l'échelle nationale pour parer à l'offensive ouvrière lorsqu'elle est localisée, et dans les circonstances difficiles l'Etat sait lui prêter main forte.

La classe ouvrière est capable de tenir tête au patronat, mais à condition que la lutte soit à la mesure de l'adversaire. Et si les centrales syndicales se montrent toujours aussi résolument incapables d'organiser nos luttes, il faudra bien un jour ou l'autre nous passer d'elles.

Gangstérisme Stalinien

Le mardi 18 avril, la réunion publique organisée à Rouen par « Voix Ouvrière » sur le sujet : « Pourquoi faut-il construire un nouveau Parti Communiste » a été envahie par une soixantaine de nervis du Parti Communiste Français qui ont tenté d'empêcher la tenue de la réunion.

Interrompant sans cesse l'orateur, scandant des slogans dont : « Dehors ! », « On discute pas ! », ces soi-disant « démocrates » mal déstalinisés ont tenté d'exclure de la salle les organisateurs de la réunion.

Après une heure de provocations systématiques, certains nervis du PCF attaquèrent à coups de chaises. Une bagarre rangée s'ensuivit au cours de laquelle les provocateurs staliniens furent finalement expulés de la salle.

Les agresseurs n'étaient pas spécialement des irresponsables, tout au moins au sens habituel du terme, puisque parmi eux se trouvaient : avec Blot et Levillain en tête (candidats PCF aux dernières élections législatives), Marcel Letessier et Haquet (bien placés dans l'appareil CGT), Jouvin, ancien Maire du Grand Quevilly, et bien d'autres « responsables » locaux du PCF, de la CGT, des Jeunesses Communistes.

Tous les militants honnêtes ne peuvent manquer de se poser des questions : comment se fait-il que des groupes aussi faibles numériquement que le nôtre puissent déchaîner une telle hostilité de la part des membres du PCF ?

Le PCF laisse se développer impunément à Rouen n'importe quelle organisation d'extrême droite ; mais on ne peut organiser une réunion d'extrême gauche sur le Communisme comme Marx et Lénine le voyaient sans risquer de se heurter à des hommes de main déchaînés.

Le PCF veut nous empêcher de nous exprimer. Il cherche à inspirer la crainte à ceux qui sympathisent avec les idées communistes dont il se réclame abusivement. Il veut décourager par les menaces et par les coups les jeunes qui viennent à nous.

Nous pouvons dire simplement à ces individus que ni les calomnies, ni les coups ne nous arrêteront et surtout n'arrêteront la diffusion de nos idées.

Certaines choses ont changé et ils ont pu s'en rendre compte !

Les nervis du PCF ont tenté bien souvent de nous éliminer par la force, ils n'ont pas encore réussi et ont de moins en moins de chance d'y arriver.

En fait, chaque fois que le PCF agit de la sorte, il éclaire des militants et chaque fois en nombre plus grand, sur sa nature et son rôle véritable.

Rouen, le 21 avril 1967.

A L'OFFENSIVE DES PLEINS POUVOIRS IL FAUT OPPOSER L'OFFENSIVE GÉNÉRALE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

LE gouvernement Pompidou a décidé de demander les pleins pouvoirs à l'Assemblée nationale afin d'aller vite pour permettre l'établissement du budget 1968 et la mise en route du Marché commun. Il s'agit, bien entendu d'un prétexte. Trois points importants préoccupent le gouvernement :

— Le problème de l'emploi qui est à l'origine de la plupart des conflits sociaux actuels.

— La hausse des tarifs publics.

— La réforme de la Sécurité sociale.

Dans quel contexte économique cela se situe-t-il pour la bourgeoisie française ?

L'expansion économique évolue assez faiblement, en tout cas, à un rythme inférieur aux nécessités d'une économie saine. Mais cela n'est pas un problème spécifiquement français et le fléchissement de la conjoncture française est attribué à un fléchissement général en Europe et particulièrement en Allemagne.

Depuis le début de l'année, le rythme annuel d'accroissement se situe autour de 3,5 à 4 % en France, un peu plus de 2 % en Allemagne moins de 2 % en Grande-Bretagne.

Dans ces conditions le gouvernement n'est pas tellement pressé de relancer la production de crainte de « surchauffe » qui pourrait apparaître, selon lui, dès l'automne prochain.

Le gouvernement ne tient pas à voir emporter rapidement les résultats de sa politique qui a réussi justement à éviter cette « surchauffe ». Laquelle, depuis des années, était, en l'absence de luttes ouvrières importantes, la seule cause de maintien et même de la légère amélioration des salaires.

C'est pourquoi le gouvernement met au centre de ses préoccupations le problème de l'emploi. Le chômage existe dorénavant en France. Ce n'est pas un chômage dû à une crise économique ni même à un ralentissement de l'expansion. C'est un chômage voulu, organisé, nécessaire au fonctionnement de l'économie capitaliste et que le gouvernement va tenter d'entretenir. Mais le gouvernement et le Patronat sont conscients que le chômage, nécessaire pour peser sur les salaires d'une part et leur fournir un réservoir de main-d'œuvre disponible, d'autre part, entraîne des situations sociales douloureuses qui risqueraient, si elles devaient se multiplier, de provoquer des réactions brutales et une résistance dangereuse pour les patrons.

Monsieur Ortoli, avant d'être appelé à diriger le ministère de l'Equipement, avait été chargé d'établir un rapport sur ce problème. Ce rapport qui n'a pas encore été publié a fait, malgré tout, l'objet de certaines fuites qui permettent de penser qu'un certain nombre de mesures techniques ont été arrêtées. Le choix politique de leur application n'est pas encore connu et les responsables du gouvernement eux-mêmes ne savent probablement pas comment ils fixeront leurs choix, ceux-ci dépendant de la situation politique et sociale au moment où ils devront être arrêtés.

Dans les grandes lignes, les mesures techniques retenues sont les suivantes :

Dans les grandes lignes les mesures techniques retenues sont les suivantes :

— Organisation du placement et des bourses de l'emploi confiée à des organismes indépendants.

— Augmentation des différentes prestations accordées aux chômeurs et coordination de la gestion des différentes caisses allant jusqu'à la création d'un organisme unique.

— Coordination des différentes instances chargées du reclassement professionnel.

— Encouragement (sic) des plans d'adaptation professionnelle.

— Incitation (resic) des chômeurs ou des futurs chômeurs à rechercher du travail hors de leur lieu habituel.

— Augmentation des moyens financiers de la formation professionnelle.

— Amendement (reresic) des bases de la statistique de l'emploi.

Toutes ces mesures que le gouvernement pourra prendre au fur et à mesure des nécessités ne visent pas à éliminer le chômage. Au contraire, elles visent à l'entretenir, à en alléger les charges pour ceux qui en sont victimes, de manière à le faire accepter par tous. Sous couvert d'une plus grande justice, voire d'une sorte de solidarité, on veut faire admettre la nécessité du chômage à tous les travailleurs. Cela n'est pas très grave actuellement mais pourrait le devenir rapidement pour le cas où l'économie passerait d'un ralentissement de l'expansion à l'état de crise.

Parallèlement au problème de l'emploi le gouvernement envisage des mesures de réforme de la Sécurité sociale.

Là non plus, rien d'arrêté, seulement un certain nombre de formules techniques qui seront prises politiquement selon les circonstances. Pour les novateurs, pour les réformateurs, la Sécurité sociale ce n'est pas seulement la couverture des risques de maladie, d'accident du travail, ce n'est pas seulement l'aide aux familles et l'assurance d'une retraite pour les vieux, c'est aussi la garantie contre le chômage et l'aménagement de l'urbanisation. Bravo ! que l'on voudrait voir tout cela réalisé ! Mais dans cette perspective que prévoit-on ?

— Augmentation des ressources par la suppression du plafond des cotisations.

— Suppression de la couverture des petits risques.

En troisième lieu, le gouvernement veut augmenter les tarifs publics, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., R.A.T.P. et au nom de la justice il n'y aurait pas de discrimination, ce qui signifie en fait que les plus pauvres paieront proportionnellement beaucoup plus que les riches.

Ces mesures, le gouvernement ne les prendra probablement pas toutes et pas en même temps. Mais au fur et à mesure des nécessités de sa politique il appliquera politiquement tel ou tel aspect des possibilités techniques qui sont d'ores et déjà arrêtées.

Prises dans leur ensemble, ces mesures visent au même but : faire admettre un chômage relativement important et en faire supporter les frais aux travailleurs par divers moyens détournés et en apparence favorables aux ouvriers. Politique habile ,subtile dans le raisonnement, mais pas toujours facile dans l'application pratique, car si à la lecture de la règle à calcul ou de la fiche perforée de l'ordinateur tout s'arrange facilement il n'en va pas toujours de même lorsque les répercussions se font sentir à l'atelier, au chantier, au bureau et sur la feuille de paye.

Si le plan gouvernemental a prévu de nombreuses solutions pour faire payer aux travailleurs les frais de sa politique, ce qui est absolument imprévu, ce sont les réactions ouvrières, car si les organisations syndicales sont décidées à rester dans l'orbite du système, les travailleurs de nombreux secteurs ont déjà montré qu'ils n'étaient pas dédécidés à se laisser faire.

Si le gouvernement réclame les pleins pouvoirs c'est qu'il veut avoir les mains libres pour appliquer rapidement ses solutions sans être freiné ou retardé par la moindre opposition.

Mais ce que le gouvernement ne peut guère prévoir et encore moins contrôler c'est la résistance de ceux qui produisent aux mesures qu'il entend prendre pour leur faire supporter les frais de la politique compétitive des capitalistes. Là, les pleins pouvoirs sont inopérants. seule la combativité de la classe ouvrière, peut déjouer ses plans. Elle en a les moyens, certains secteurs ont montré qu'elle en avait la volonté à condition de ne pas se laisser duper pas le « vernis » social des mesures gouvernementales, ni détourner de ses objectifs par ceux qui prétendent la représenter mais qui enferment ses actions dans les limites que veut bien tolérer le pouvoir.

Les syndicats vont-ils relancer les grèves tournantes ?

Les mouvements grévistes actuels sont localisés à la province. Et chaque point chaud se bat tout seul contre un patronat uni, appuyé par l'Etat et décidé à ne lâcher que les miettes « sociales » contenues dans le Ve plan.

Face au front patronal il est évident que seule la convergence des luttes des diverses régions en une seule lutte peut rabattre les prétentions du Ve plan et ouvrir à la classe ouvrière d'autres perspectives que le chômage et les bas salaires.

Devant cette possibilité il est intéressant de connaître la position des syndicats de la région parisienne. Région où les travailleurs sont les plus nombreux et les plus concentrés. Dans les entreprises il n'est pas pour eux question d'unifier les luttes de plusieurs usines, voire de plusieurs secteurs d'une même usine : ils tentent avec plus ou moins de succès de relancer « les grèves tournantes ». Les Fédérations CGT et CFDT de la métallurgie parisienne ont été jusqu'à théoriser cette tactique dans un document commun destiné à leur syndicat. Ils donnent comme consignes, dans un document intérieur au syndicat, dont nous extrayons les passages suivants :

« A L'ECHELON D'UNE USINE

Des actions peuvent être préparées et engagées dans un atelier ou un service de l'usine, puis dans un autre et ainsi de suite, avec un échelonnement sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines. On s'efforcera de faire participer progressivement à l'action tous les ateliers et services de cette usine...

A L'ECHELON D'UN DEPARTEMENT, D'UNE REGION

Une tactique identique peut être adoptée. L'action peut être engagée, par exemple, dans une usine ou un groupe d'usines, s'y développer pendant une ou deux semaines, puis cesser momentanément ou bien se modifier dans ses formes, pour démarrer dans une autre usine ou un autre groupe d'usines et reprendre ensuite à son point de départ, ainsi de suite...

AU PLAN NATIONAL

Dans cette même voie, nous pourrions avoir une succession d'actions se développant dans une région pendant une ou plusieurs semaines, puis dans une autre, dans une troisième, ou même dans plusieurs régions à la fois...

Ainsi, une pression plus forte s'exercerait sur les patrons, sur les Chambres patronales et sur l'U.I.M.M., pour obtenir d'eux de véritables négociations sur les revendications essentielles et pour la conclusion de conventions collectives et d'accords paritaires apportant aux travailleurs des avantages nouveaux importants et des garanties réelles... »

Nous connaissons déjà les résultats de cette tactique employée bien souvent les années passées : les ouvriers se démoralisent ateliers après ateliers, et le patron peut impunément licencier et lock-outer. Et pourtant à l'heure actuelle les leaders syndicaux ne peuvent invoquer l'un de leurs prétextes favoris : à savoir que pour préparer de grands mouvements, il faut d'abord en faire de petits. Dans plusieurs secteurs, Saint-Nazaire, Rhodiaceta ou les mines de fer, les travailleurs ont montré qu'ils étaient prêts pour ces grands mouvements. Mais c'est sans doute quand la situation risque de se radicaliser que les syndicats préfèrent voir chaque atelier lutter séparément.

Le « programme » des grèves tournantes dans la Loire

Durant la période de grève qui a ébranlé la région lyonnaise rien n'a été organisé à l'échelle de la Loire. Aucun mouvement de soutien, aucune propagande, même les collectes de solidarité, lorsqu'elles ont eu lieu, n'ont pas été organisées à l'échelle régionale mais laissées à l'initiative des syndicats dans chaque entreprise. (A la CAFL, par exemple, les syndicats n'ayant même pas organisé une collecte, c'est la « Voix Ouvrière » qui a dû en faire une). A croire que les travailleurs de la Loire n'étaient pas concernés par ce qui se passait à une cinquantaine de kilomètres de chez eux.

Et c'est seulement lorsque Rhodiaceta et Berliet ont repris le travail que les Unions Régionales des syndicats CGT et CFDT de la métallurgie de la Loire ont décidé d'appeler les ouvriers à entrer en lutte.

Pourtant, les revendications étaient identiques (puisque cette région est particulièrement touchée par le chômage) à savoir : la garantie de l'emploi, par la garantie des ressources, l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail.

Mais, pour être sûrs de ne pas être débordés, comme à la Rhodiaceta Vaise, les Unions Régionales ont élaboré tout un programme pour diviser le mouvement et bien le contrôler. C'est ainsi qu'ils l'expliquent dans un tract distribué dans les usines de la région : « le programme (pour le mois d'avril) débute par une grève de 4 heures minimum le 7 avril et se poursuivra lors des 3 semaines suivantes par des grèves de harcèlement au niveau de toutes les entreprises du département; chaque semaine dans chaque entreprise devront être réalisés deux mouvements de 2 heures chacun au minimum. Ces mouvements seront organisés par localité et tournants au niveau de la région. »

Et c'est ainsi que chaque semaine quelques heures de grève sont organisées dans chaque entreprise métallurgique de la région.

C'est le 7 avril que le mouvement a débuté. Ce jour-là, 45.000 métallos de la Loire ont cessé le travail. Depuis, des mouvements ont eu lieu un peu partout, n'importe quand, et pour une durée diverse, suivant la volonté des organisations syndicales.

A la CAFL, par exemple, la première semaine a eu lieu un débrayage de 4 heures, suivi de 2 heures de grève la semaine suivante, mais aucun mouvement n'a eu lieu la dernière semaine. La CGT et la CFDT ont fait une réunion d'information expliquant que le Président directeur général était prêt à discuter à condition que les syndicats soient « sûrs de leur troupe ». Et à plusieurs reprises ils ont fait appel à la discipline critiquant ceux qui, comme « Voix Ouvrière », veulent toujours aller plus loin.

Mais dans beaucoup d'entreprises c'est 75 à 100 pour cent des ouvriers qui ont débrayé lors des 3 semaines.

Les résultats ? Le 25 avril, les ouvriers des Etablissements Peugeot devaient faire quatre heures de grève échelonnées dans la journée : de 9 h. à 10 h., de 11 h. à midi, de 15 h. à 16 h., de 17 h. 30 à 18 h. 30. La direction en a profité pour les lock-outer.

Chez Deltal, c'est chaque jour qu'a eu lieu un débrayage. Le lundi 24 avril, après un nouvel arrêt de travail, de 11 h. 30 à 11 h. 45, la direction a aussi lock-outé.

A l'usine Voyer, à Rive de Gier, 80 ouvriers ont été lock-outés.

Chez Mavilor, le débrayage du 28 avril a été suivi d'un lock-out.

Chez C.R.C., après un débrayage le 27 avril, de 16 h. à 16 h. 45 des lettres de licenciement ont été adressées par la direction.

C'est chaque jour ainsi que les trente ouvriers de la B.A.C. (mécanique générale) cessaient le travail. Au bout de 10 jours de ce régime la direction a annoncé aux ouvriers leur licenciement massif et immédiat.

Tel est le premier bilan des luttes éparpillées qui permettent aux directions patronales de frapper les travailleurs les uns après les autres.

J. RIVIERE

IL Y A CINQUANTE ANS LA REVOLUTION RUSSE

Quand "LE TEMPS" jugeait la carrière de Lenine terminée...

Le 16 avril 1917 (3 avril pour l'ancien calendrier russe), Lénine, après de longues années d'exil, arrivait à Pétrograd. Pour sortir de Suisse, le leader bolchevik avait dû traiter avec le gouvernement allemand. Les Alliés, France, Angleterre, Italie, dont la propagande officielle proclamait chaque jour qu'ils luttaient pour la démocratie et la liberté contre le militarisme « teuton », ne permettaient pas au révolutionnaire exilé, connu pour ses fermes positions internationalistes et son opposition irréductible à la guerre impérialiste, de retourner dans son pays en passant par leur territoire.

Ce fut donc le gouvernement allemand, en guerre avec la Russie, qui lui permit de quitter la Suisse. Contre son passage vers la Suède, dans un wagon jouissant de l'exterritorialité, c'est-à-dire échappant en droit à tout contrôle de la part des autorités allemandes, le petit groupe des révolutionnaires émigrés qui rentraient avec Lénine s'était engagé seulement à réclamer que l'on relâchât de Russie un nombre correspondant de prisonniers civils, Allemands et Austro-Hongrois. Et avant de partir, en collaboration avec des révolutionnaires d'autres pays, comme eux réfugiés en Suisse, ils avaient rédigé une proclamation sans équivoque : « Les internationalistes russes qui... se rendent maintenant en Russie pour servir la révolution nous aideront à soulever les prolétaires des autres pays, en particulier d'Allemagne et d'Autriche, contre leur gouvernement. » Révolutionnaires conséquents, Lénine et ses compagnons étaient prêts à se servir de tous les moyens pratiques à leur disposition, même s'ils y étaient mis par des ennemis, et à la condition expresse qu'aucune concession politique ne puisse en contre-partie créer la confusion sur leur résolution ou affaiblir la conscience révolutionnaire. Il n'empêche, bien sûr, qu'en Russie comme dans les pays alliés, tous les ennemis du bolchevisme hurlèrent à la trahison et tentèrent d'implanter l'idée que Lénine était un agent du kaiser, comme le prouvait ce voyage par l'Allemagne dans un « wagon plombé ».

Il est vrai que l'arrivée du leader bolchevik à Petrograd marque un tournant de la révolution russe. Depuis les journées de février, c'est-à-dire un mois et demi — mais en période de révolution une journée peut valoir un siècle — la révolution piétine. Les ouvriers et les soldats de Pétrograd ont renversé le tsarisme ; mais sans direction révolutionnaire, ils n'ont su que remettre le pouvoir à la bourgeoisie. Certes ils ont créé des conseils d'ouvriers et de soldats, des soviets, qui dans les faits, disputent des bribes de ce pouvoir au gouvernement provisoire bourgeois. Mais les hommes qu'ils ont élus, en majorité, dans ces soviets, mencheviks ou socialistes-révolutionnaires, n'envisagent rien d'autre qu'un « contrôle » du gouvernement provisoire, c'est-à-dire un soutien à celui-ci.

Fait plus grave, le parti bolchevik lui-même est à la remorque des mencheviks. Le 28 mars, la « Pravda » dont Kamenev et Staline, rentrant de Sibérie, avaient pris la direction, écrivait que les Bolcheviks soutiendraient le gouvernement provisoire « dans la mesure où celui-ci combat la réaction et la contre-révolution ». L'organe bolchevik écrivait également que tant que l'armée allemande obéirait à son empereur le soldat russe devait « rester ferme à son poste ; répondre à toute balle par une balle et à tout obus par un obus ».

Dès son arrivée Lénine entreprenait de redresser la ligne du parti. Pas de soutien au gouvernement bourgeois mais au contraire une lutte résolue contre celui-ci. Pas de soutien à la guerre impérialiste mais la paix immédiate. Tout le pouvoir aux soviets car la réalisation de la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour. Rupture avec les « socialistes » patriotes qui soutiennent le gouvernement bourgeois et la guerre. C'étaient là les fameuses « thèses d'avril ». Elles firent l'effet d'une bombe non seulement sur les adversaires de Lénine mais aussi sur la plupart de ses camarades de parti. Au point que la « Pravda » du 21 avril écrivait : « Pour ce qui est du schéma général du camarade Lénine, il nous paraît inacceptable dans la mesure où il présente comme achevée la révolution démocratique bourgeoise et compte sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste. »

Les thèses de Lénine furent cependant adoptées en définitive assez rapidement par le parti bolchevik. La septième conférence nationale de celui-ci, qui se tint à Petrograd du 7 au 12 mai les entérina comme sa politique officielle. Pendant trois semaines Lénine n'en avait pas moins dû livrer une rude bataille pour les imposer. Mais le parti bolchevik était très profondément, un parti révolutionnaire prolétarien. Devant un développement historique imprévu et brutal comme le fut la révolution de février, il pouvait errer quelque peu, victime de ses anciens schemas et de l'absence de ses leaders les plus importants. Confronté avec la réalité et mis en demeure de choisir entre plusieurs thèses ce fut finalement sans beaucoup de mal qu'il adopta une position révolutionnaire.

A l'étranger, la bourgeoisie impérialiste suivait toujours avec beaucoup d'intérêt, et d'inquiétude aussi, les développements de la révolution russe. Dès le début, la presse bourgeoise s'était vivement émue de voir apparaître les soviets (cf «Voix Ouvrière» n° 78). A partir du milieu d'avril ce n'est plus seulement l'existence de conseils d'ouvriers et de soldats qui l'inquiète, mais aussi l'activité du leader bolchevik. Dès cet instant, comme le prouvent les extraits suivants du journal français « Le Temps », Lénine était considéré comme le danger essentiel par les Alliés. Et si « Le Temps » se trompait lourdement, ce n'est que dans la mesure où, prenant sans doute ses désirs pour des réalités, il jugeait l'influence de Lénine « irrémédiablement compromise ».

LE TEMPS du 15 avril 1917

Chez les socialistes extrémistes

(extrait)

Le trop fameux comité des délégués ouvriers et militaires a publié dans son organe officiel la liste des membres des différents sous-comités qui se sont organisés dans son sein : comité exécutif, comité consultatif. Le premier comporte déjà 44 membres. On comprend que de cette façon la plus grande harmonie ne puisse régner parmi ces délégués, la plupart illettrés, choisis par des usines ou des compagnies de Petrograd.

La grande majorité de ces députés sont totalement inconnus. Seuls Tcheidzé, Kerensky, Skobelef, Tseretelli, anciens membres de la Douma représentent quelque chose.

On comprend que cette poignée d'agitateurs ou de rêveurs aient quelque influence sur la masse ouvrière ignorante de la capitale. Mais toute la portion intelligente de la nation les désapprouve...

LE TEMPS du 18 avril

Les complices

(extrait)

La manœuvre des socialistes internationalistes, kienthaliens et pacifistes, se développe dans des conditions qui n'étaient que trop prévues...

... Le fait que le leader socialiste autrichien A. Adler a conféré avec le comte Czernin, ministre commun d'Autrice-Hongrie, avant de se rendre à Stockholm et cet autre fait, non moins significatif, que les Teutons ont mis un train spécial à la disposition des socialistes pacifistes russes, qui se trouvaient en Suisse, et qui se rendent en Russie pour y prêcher la paix séparée et immédiate, suffisent à édifier les moins prévenus...

... La manœuvre défie tout bon sens, toute logique et si des patriotes trop aveuglés par la passion politique ont pû croire de bonne foi à la sincérité de la propagande pacifiste des révolutionnaires internationalistes, ils doivent reconnaître maintenant qu'ils furent dupes d'une grossière illusion et que l'Allemagne impériale exige vraiment trop de leur naïveté...

LE TEMPS du 18 avril

Pour l'union de la démocratie russe

(extrait)

... M. Plekhanof a été sans nul doute l'interprète des sentiments véritables de la nation russe. Des éléments anarchistes et des théoriciens marxistes et pacifistes de l'extrême-gauche s'efforcent d'entraîner les masses qui, sous le coup de la disette et des provocations politiques, ont fait la révolution. Les agents de Berlin qui opèrent dans les milieux troublés de la capitale encouragent toutes les surenchères démagogiques qui, à défaut de la paix séparée donneraient au moins à l'Allemagne le profit d'une agitation constante où l'armée russe perdrait toute sa valeur militaire. Les utopies peuvent avoir une actions momentanée sur la naïveté des masses déjà portée par leur tempérament à la rêverie...

... Ils savent que ce ne sont pas des isolés comme les Lénine — auquel l'Allemagne vient de donner l'autorisation de traverser son territoire comme à un alliée — qui l'emporteront dans l'opinion russe sur un Plekhanof ou un Tzeretelli, socialistes eux aussi et martyrs de leur foi, mais hostiles à tout compromis avec l'autocratie voisine...

Lénine désavoué par les socialistes russes

(extrait)

L'émigré russe Lénine, qui vient de rentrer à Petrograd a pris part à l'assemblée des représentants des organisations social-démocratiques convoquée pour discuter la question de la régénération de tous les courants social-démocratiques.

Lénine a critiqué le programme des organisations social-démocratiques et invité les représentants à créer une nouvelle organisation socialiste-communiste « en remplacement de la social-démocratie pourrie ».

De nombreux orateurs majoritaires et minoritaires se sont prononcés contre les principes proclamés par Lénine...

LE TEMPS du 23 avril

Lénine et l'opinion russe

(extrait)

Les journaux de toutes les opinions, y compris de l'extrême-gauche révolutionnaire, sont unanimes à protester contre l'attitude du socialiste Lénine dont l'influence semble irrémédiablement compromise.

La Novoie Vremia *et la* Rietch *s'indignent qu'il ait traversé l'Allemagne avec l'aide complaisante du gouvernement allemand, et établissent que tandis que le socialiste ami du kaiser voyageait en train de luxe, un sous-marin coulait près de Bergen un bateau qui ramenait en Russie une vingtaine d'exilés, parmi lesquels Karpovitch, fameux pour avoir tué en 1901 le ministre Bogoliepof, qui furent noyés.*

Le journal Terre et Liberté *écrit : « De tels hommes sont un véritable danger pour la révolution »...*

LE TEMPS du 26 avril

En Russie

(extrait)

... Les violences de Lénine prêchant la guerre contre le gouvernement provisoire et la fraternité avec les Allemands ont provoqué une réaction. Les zimmerwaldiens de Russie eux-mêmes paraissent gênés des complaisantes facilités que ce camarade a trouvé en Allemagne pour venir prêcher la division et l'anarchie dans les rangs de la révolution russe. Les Lénine et consorts ont compromis le pacifisme germanophile. Le torpillage du Zara *ramenant dans leur pays un certain nombre de notables proscrits russes, et contre lequel aucun camarade de l'antichambre n'a protesté en Allemagne, a achevé de dessiller les yeux des socialistes de Petrograd qui espéraient un autre effet de leur appel au prolétariat teuton.*

La parole des Kerensky, des Tcheidzé, des Tzeretelli a plus de poids que les excitations de quelques énergumènes, et l'armée vient de prouver au congrès de Minsk qu'elle écoutait plus volontiers les appels à la discipline d'un Plekhanof que ceux qui prêchent la révolte et le sabotage de la révolution.

LE TEMPS du 30 avril

Les deux socialismes russes

(extrait)

Bien que Plekhanof soit actuellement malade c'est lui qui reste l'âme du prolétariat russe, de ce véritable socialisme dont l'acte de foi consistait uniquement à renverser le tsarisme. Chaque jour Plekhanof et les hommes qui l'entourent voient leurs partisans devenir plus nombreux.

Pendant ce temps Lénine perd du terrain. Les masses ouvrières désavouent cet énergumène. Devant ce revirement Lénine se rétracte. Il assure aujourd'hui qu'on l'a mal compris. Il n'a jamais conseillé, dit-il, de jeter bas les armes, mais seulement de conclure la paix le plus rapidement que l'on pourra. Lénine s'amende.

Détail pittoresque c'est du haut du balcon de l'hôtel particulier de la ballerine Kchessinskaïa, qui fut très en faveur parmi les membres de la famille impériale, que Lénine haranguait ses auditeurs, lorsqu'il en avait.

Un exemple d'organisation syndicale bureaucratique :

LE 17e CONGRÈS CGT DES EMPLOYÉS DE L'ASSURANCE

Les 27, 28 et 29 avril s'est tenu à la maison des syndicats, avenue Mathurin-Moreau, le congrès annuel du syndicat CGT de l'Assurance de la Région parisienne.

Pour des raisons mal définies, ce congrès ne s'était pas réuni en 1966, et c'est donc sur le bilan de 2 années d'activité que les représentants des sections syndicales des quelques 80 compagnies d'assurance de la Région parisienne devaient juger la direction sortante du syndicat, présenter leur propre bilan ainsi que les aspirations et les suggestions de leurs syndiqués, et élire la nouvelle direction.

Si le rapport écrit de la Commission administrative sortante avait été diffusé en temps voulu aux sections syndicales pour être discuté par l'ensemble des syndiqués, il n'en avait pas été de même de la liste des candidats à la nouvelle Commission administrative, qui ne fut remise qu'aux seuls congressistes à la 2e séance du congrès, ce qui excluait toute discussion de ces candidatures au sein des sections.

Ce rapport oral du secrétaire général sortant allait d'ailleurs placer le congrès dès son ouverture sous le signe de l'impossibilité de discuter librement de l'orientation du syndicat. « Vos interventions devront apporter ce que vous pensez sur ce rapport. Mais le congrès devra adopter le programme revendicatif du rapport écrit. » La suite du rapport oral est émaillé de propos tout aussi peu démocratiques. Ainsi, le rôle du bulletin syndical d'entreprise est de traiter les problèmes propres à l'entreprise, mais on ne doit surtout pas aborder les sujets généraux dont seule la direction du syndicat est compétente à débattre devant les travailleurs. De même, ne pas s'opposer à la distribution du matériel du syndicat, de la Fédération, même s'il y a des désaccords à leur sujet dans une entreprise. Est cité comme mauvais exemple type les syndiqués de la Compagnie « La France » qui décidèrent de ne pas participer à la journée revendicative de l'assurance du 11 mai 66 pour mieux participer à la journée revendicative nationale du 17 mai, alors que le syndicat en avait décidé autrement.

L'atmosphère anti-démocratique est encore alourdie à la clôture de la 1re séance, lorsque le secrétaire général annonce que la liste des candidats à la nouvelle Commission administrative étant trop longue de 43 noms (liste que les congressistes n'ont pas encore entre les mains), c'est la CA sortante qui éliminera les candidats en trop, et éclairera le congrès sur les candidatures nouvelles. Plusieurs protestations dans la salle, mais le cours des opérations n'en est pas modifié. On se demande alors pourquoi le congrès a élu une commission des candidatures.

Les interventions se succèdent au cours des 3 séances suivantes, caractérisées tout à la fois et paradoxalement, d'une part par le regret du rejet systématique lors de l'activité syndicale de l'ensemble des syndiqués, de l'absence de réunions régulières des syndiqués, et d'autre part par l'approbation sans réserve de l'orientation syndicale.

Les auto-critiques sont souvent impitoyables. « Paie ton timbre, et pour le reste, les élus s'en occupent », voilà, raconte un orateur, les paroles qui m'accueillirent lors de mon adhésion à la CGT. « Il a fallu la préparation du congrès pour que nous réunissions les syndiqués » revient comme un leitmotiv dans la quasi totalité des interventions. A la Cie « Le Soleil », les délégués ont été étonnés de voir à leur réunion préparatoire des têtes totalement inconnues : c'étaient des syndiqués qu'ils ne connaissaient même pas de vue.

Bien sûr, les bonnes résolutions de respecter désormais des pratiques plus démocratiques accompagnent immanquablement ces constats de faillite, mais à aucun moment n'apparaît le souci d'en découvrir les causes profondes. L'éloge de la compétence de la direction sortante et de la justesse de son programme constitue le 2e volet de ces interventions stéréotypées.

Quant aux bilans considérés comme positifs, ils surprennent autant par leur modestie extrême que par l'imagination délirante dépensée pour obtenir des miettes sans s'opposer réellement aux patrons. La déléguée de la Cie « Le Monde » paraît vraiment satisfaite de dresser la liste des résultats obtenus dans son entreprise : prime de catherinette, de maternité, d'assiduité, de sous-sol, de fidélité ! d'honneur !

Quelques très rares critiques rompent seules la monotonie lancinante des prises de parole. Un délégué qui a vécu juin 36 s'insurge violemment de ce que le syndicat, 30 ans plus tard, en soit encore à revendiquer les 40 heures. Un autre ne comprend pas que ce soit la direction sortante qui ait mis la dernière main à la liste des candidats à la nouvelle direction. Pour un 3e, ce n'est pas 600 F minimum par mois et le retour aux 40 heures qu'il faut revendiquer actuellement, mais 1.000 francs minimum (moyenne mensuelle réelle dès l'embauche dans la Cie : 720 F) et les 35 heures.

Un incident marque la fin du congrès. Le temps imparti aux interventions n'étant plus que de 45' pour 9 inscrits restant, le président de séance propose de n'appeler que les 3 premiers inscrits. Une contre-proposition demandant aux orateurs de limiter leurs interventions à l'essentiel et d'accorder 5 minutes aux 9 inscrits est repoussée. Comme par hasard, une des dernières inscriptions a été déposée par une syndiquée connue comme opposante.

Mais tout est bien qui finit bien : la direction sortante est réélue presque sans bavure : 8 abstention, et 4 voix de moins au secrétaire général qu'aux autres candidats de la liste.

Le programme revendicatif, liste interminable de points plus ou moins importants, mais dont les deux points essentiels restent :

— augmentation générale des salaires avec un minimum de 600 F par mois pour 173 h 33,

— diminution du temps de travail sans diminution de salaire avec comme première étape importante le retour aux 40 heures,

est adopté à l'unanimité moins 3 abstentions. Le mot de la fin reste au secrétaire général réélu : « L'abstention ne rompt pas l'unanimité. »

●

Dans un discours de clôture, le secrétaire de la Fédération des employés avait justifié la modicité des revendications avancées par la CGT par la faible combativité des travailleurs. Quand les syndiqués des différentes Compagnies d'Assurance sauront qu'il n'était nullement dans l'attribution du congrès de modifier une seule virgule du programme revendicatif de « leur » syndicat, gageons effectivement que leur volonté de participer activement à la vie syndicale ne sera pas accrue.

TROIS JOURS DE GRÈVE A LA SECAN

les travailleurs s'opposent victorieusement à l'arbitraire de la direction

Le lundi 24 avril au matin la direction de la SECAN (Société d'Etudes et de Construction aéronautique), filiale de Chausson, licenciait un ouvrier qui avait refusé de travailler en équipe de nuit. Après avoir muté et licencié de nombreux ouvriers depuis deux mois, la direction voulait, par cette sanction, imposer le travail de nuit selon son bon vouloir au lieu de faire appel au volontariat, celui-ci ne répondant pas toujours selon ses désirs.

Dès que la sanction fut connue, 350 travailleurs, horaires et mensuels, sur un effectif d'environ 380, réagirent immédiatement en faisant grève dans l'usine même, grève qu'ils devaient continuer le lendemain à la suite du refus de la direction de réintégrer leur camarade. Pendant cette journée les travailleurs s'installent, jouent aux boules, discutent ; certains parlent de faire « comme à Saint-Nazaire ».

L'inspecteur du travail qui s'est déplacé pour « arbitrer » le conflit reconnaît, au milieu des travailleurs, que l'ouvrier licencié avait le droit de refuser le travail de nuit. Il changera, bien sûr, d'avis après avoir été reçu par la direction !

Le surlendemain, mercredi, la grève continuait donc à la SECAN. Un débrayage de solidarité avait alors lieu à l'usine Chenard, filiale, comme la SECAN, des usines Chausson dont les ateliers se situent dans la même enceinte. C'est à une trentaine qu'ils manifestèrent directement leur solidarité en allant rejoindre ceux de la SECAN dans leurs ateliers, se proposant même de les aider à déloger le directeur, si cela devenait nécessaire.

Le jeudi matin la grève se poursuivait, les grévistes étaient décidés à aller jusqu'au bout quitte à se rendre tous dans les bureaux de la direction pour faire entendre raison au directeur. Il faut croire que la peur est bonne conseillère puisque celui-ci finissant par retrouver l'usage sinon de la parole du moins du « bon sens » réintégrait l'ouvrier licencié sans la moindre sanction. Il promettait même 80 Fr de plus de ce qui avait été promis sur la prime semestrielle.

A 9 heures, la victoire obtenue, le travail reprenait. Cette victoire, les 350 travailleurs de la SECAN la doivent à la détermination avec laquelle ils ont entamé la lutte. Ils savaient pourquoi ils se battaient et ils étaient prêts à faire ce qu'il faut pour y aboutir. C'est cela qui a obligé la direction à céder. Elle a senti le danger qu'il y avait pour elle, en ce moment, à laisser des conflits s'installer : déjà, par solidarité, ceux de Chenard bougeaient ; pas très loin, ces mêmes jours, à l'usine « H », une des usines de la maison mère Chausson, des outilleurs débrayaient pour refuser les heures supplémentaires. Et il ne s'agissait pas simplement de débrayages : imitant les aviculteurs bretons et les viticulteurs du Midi, ils barrèrent un jour les allées, et organisèrent, un autre jour, une petite promenade « à la nazairienne » dans des secteurs de l'usine, telle la fabrication, pour faire connaître leur mouvement.

C'est ce danger d'extension qui incita certainement la direction à céder rapidement. Elle savait qu'en ce moment, comme dans bien des entreprises de la région parisienne, il ne faut surtout pas que des grèves se généralisent. Après les élections, Saint-Nazaire, Rhodiaceta et les Mines, il est bien trop risqué de laisser des mouvements s'étendre : ils pourraient déborder et alors...

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris Xe
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, PARIS-12e

PERMANENCES

● PARIS :

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h, 29,** rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.**

● BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

● PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les jeudis de 17 h à 19 h.**

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, **tous** les **jeudis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), **les jeudis 4 mai et 18 mai, de 19 h à 20 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis, de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **les jeudis 4 mai et 18 mai de 8 h à 20 h.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi, de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **vendredi 12 mai 1967, de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**